



**EXPORTATION
DE MARCHANDISES
MILITAIRES
DU CANADA**

**RAPPORT ANNUEL
1994**



*Department of Foreign Affairs
and International Trade*

*Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international*

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01077159 3



00818178609



**EXPORTATION
DE MARCHANDISES
MILITAIRES
DU CANADA**

**RAPPORT ANNUEL
1994**

Jun 1995

Direction des contrôles à l'exportation
Direction générale des contrôles
à l'exportation et à l'importation
Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	1
Méthodologie	5
TABLEAU 1 : Marchandises militaires exportées en 1994 vers l'OTAN, les pays désignés (armes-automatiques) et les autres pays	6
TABLEAU 2 Ventilation des exportations de marchandises militaires par destination	9
TABLEAU 3 : Exportations de marchandises militaires par destination et n° d'article de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC)	12
TABLEAU 4 : Exportations de marchandises militaires par n° d'article de la LMEC	19
ANNEXE 1 : Liste des pays membres de l'OTAN et des pays désignés (armes automatiques) (LPDAA)	20
ANNEXE 2 : Description du Groupe 2 (matériel de guerre) telle que présentée dans le guide à la Liste des marchandises d'exportation contrôlée	21

AVANT-PROPOS

Cadre de la politique de sécurité et du contrôle des armements

La promotion de la paix et de la sécurité est un objectif clé de la politique étrangère du Canada. En fait, elle constitue l'un des trois piliers de l'Énoncé de politique étrangère du gouvernement diffusé le 7 février 1995, *Le Canada dans le monde*, à savoir « la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable ». C'est pourquoi le Canada milite activement en faveur d'accords de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de mesures qui favorisent la transparence et la confiance aux niveaux régional et mondial.

Le Canada reconnaît le droit de toutes les nations de satisfaire à leurs besoins légitimes de défense. Ce droit est d'ailleurs enchâssé dans la Charte des Nations Unies. Il estime par contre que le surarmement peut avoir un effet déstabilisateur à la fois sur la sécurité immédiate de la région et sur l'ordre mondial.

Le Canada travaille activement à promouvoir une transparence plus grande du commerce des armes classiques. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a commencé, à compter de l'année 1990, à publier annuellement un rapport sur l'exportation de marchandises nucléaires du Canada. Nous avons milité en faveur de la création du *Registre des armes classiques des Nations Unies*, et nous avons été parmi les premiers pays à y contribuer. Nous avons constamment préconisé d'étendre ce registre à d'autres catégories d'armes.

Le Canada a proposé la création du *Registre des armes classiques* et y a versé des données depuis sa mise en place en 1991. En 1993, 88 pays avaient fourni de l'information au Registre qui consigne des données relatives aux importations et exportations concernant sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques. Le Canada fait partie d'une petite minorité de pays qui fournissent des données sur leurs avoirs et leurs achats militaires nationaux. Ces données sont en sus du minimum exigé par le Registre. Le Canada incite les autres pays à communiquer eux aussi ces données et ainsi à renforcer le rôle du Registre comme mécanisme propre à favoriser la transparence, la confiance et la modération.

Outre qu'il a cherché à améliorer le Registre aux Nations Unies, le Canada a aussi été de ceux qui ont encouragé vigoureusement le développement de variantes régionales de cet instrument pour répondre aux préoccupations et aux conditions spécifiques de l'Amérique latine et des Antilles, de l'Afrique et de l'Asie-Pacifique. Nous mettons également de l'avant des mécanismes de portée plus large pour répondre aux besoins régionaux en matière de sécurité au sein d'instances telles que l'Organisation des États américains et le Forum régional de l'Association des nations du Sud-Est asiatique; ces mécanismes examineraient les causes profondes de l'insécurité qui, souvent, se traduisent par un renforcement des arsenaux.

Le problème des mines terrestres fait aussi partie du défi de la gestion des armes classiques. Le Canada ne fabrique pas de mines terrestres, pas plus qu'il n'en exporte. Nous travaillons à renforcer la *Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques* - seul accord international qui cherche entre autres à réglementer l'utilisation des mines terrestres à l'échelle mondiale. À la conférence d'examen de la Convention, qui se tiendra

prochainement, le Canada entend jouer un rôle de premier plan en ce qui concerne l'élaboration de propositions en vue de mettre en place un régime de vérification garantissant le respect des dispositions de la Convention relatives à l'utilisation appropriée des mines terrestres. Nous appuierons en outre des propositions visant à contrôler les transferts internationaux de mines terrestres et à étendre la portée de la Convention aux conflits intérieurs.

Le Canada cherche aussi à établir un lien entre les dépenses militaires et l'aide publique au développement. Nous avons tenu des discussions avec les pays nordiques et le Japon à ce sujet jusqu'à maintenant. Sous la rubrique « Armement et développement », on retrouve dans l'Énoncé de politique étrangère l'affirmation suivante :

« Le gouvernement est préoccupé par le déséquilibre persistant entre les sommes qu'une majorité de pays en développement affectent aux dépenses d'armement et celles qu'ils consacrent au développement de leur population. Nous continuerons d'user de tous les moyens à notre disposition pour faire en sorte que, conformément à l'article 26 de la Charte des Nations Unies, seul soit détourné vers les armements " le minimum des ressources humaines et économiques du monde " et ce, surtout dans les pays en développement où les maigres ressources existantes devraient avant tout servir à soulager les souffrances et à promouvoir l'emploi et la croissance. En particulier, le Canada recherchera la concertation avec d'autres pour influencer les pays qui dépensent beaucoup dans l'achat d'armements plutôt que dans la promotion de programmes d'éducation et de logement pour leur population. »

Le Canada dans le monde rappelle aussi l'importance que le Canada attache au contrôle des exportations de marchandises militaires. En ce qui a trait au renforcement des contrôles sur les armes classiques, on y lit notamment :

« Le leadership du Canada à ce chapitre est démontré par les contrôles que nous effectuons dans les exportations de biens militaires, contrôles qui sont parmi les plus restrictifs en Occident. Aucune licence d'exportation n'est accordée lorsque, entre autres raisons, les biens sont destinés à un pays où ils pourraient servir à violer les droits de la personne ou encore où il existe une menace imminente d'hostilités. »

La politique de contrôle des exportations et sa mise en application

Le contrôle des exportations de nos marchandises et de notre technologie militaires est un complément important des efforts plus globaux du Canada au chapitre du contrôle des armements et du désarmement. La définition des marchandises militaires (voir page 5) est tirée de la Liste internationale de matériel de guerre, que tiennent à jour un groupe de pays, dont le Canada, désireux de contrôler la prolifération des armes classiques. Cette liste a été incorporée à la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC) en tant que Groupe 2 (Matériel de guerre).

En vertu des lignes directrices actuelles concernant la politique de contrôle des exportations, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers les pays :

-
- a) qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
 - b) engagés dans des hostilités ou sur lesquels pèse un danger imminent de conflit;
 - c) faisant l'objet de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies;
 - d) où les droits des citoyens font l'objet de violations sérieuses et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'y a aucun risque raisonnable que les marchandises soient utilisées contre la population civile.

Des licences sont requises pour exporter des marchandises et des technologies vers toutes les destinations, sauf les États-Unis. Toutes les demandes d'exportation de marchandises et de technologies militaires jugées offensives vers des pays qui ne sont pas des alliés de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) ou vers un petit groupe spécifique de pays de même opinion doivent être approuvées par le ministre des Affaires étrangères. Dans le cas de marchandises et de technologies militaires non offensives, le Ministre est également consulté si l'une quelconque des conditions décrites dans le paragraphe précédent s'applique. Avant de soumettre les demandes à l'approbation du Ministre, des consultations intensives ont lieu au sein du MAECI et avec le ministère de la Défense nationale et Industrie Canada.

Statistiques sur les exportations militaires

Les statistiques sur les exportations militaires sont établies à partir des rapports présentés par les exportateurs sur leurs exportations réelles en regard des licences qui leur ont été délivrées en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI). Ces rapports font état du pays de destination et renferment une description des marchandises. Depuis l'intégration de l'industrie nord-américaine du matériel de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale, la politique du gouvernement canadien stipule, tel que mentionné ci-dessus, qu'aucune licence n'est requise pour les exportations de marchandises du Groupe 2 vers les États-Unis. En conséquence, comme il n'est pas facile de réunir des statistiques sur les exportations militaires vers ce pays, le présent rapport ne renferme aucun chiffre à cet égard. Les renseignements fournis au MAECI par les demandeurs de licences — y compris le type et la valeur des marchandises, ainsi que les noms de l'exportateur et du destinataire — le sont à titre confidentiel et sont protégés pour garantir le respect des exigences des procédures de déclaration.

Certaines statistiques provenant d'autres sources, telles que Statistique Canada, peuvent porter sur des produits destinés à des utilisateurs militaires finals, plutôt que sur des « marchandises militaires » définies dans la LMEC, Groupe 2. Ces produits peuvent englober, par exemple, les rations, les ordinateurs commerciaux ou d'autres matériels civils vendus à des forces militaires. Statistique Canada utilise cette méthode pour compiler des chiffres sur les exportations militaires. Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et la classification de la LMEC, et étant donné que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison ne peut être établie entre ces données.

Quant aux exportations militaires mondiales, la norme internationalement reconnue est celle qui figure dans le *Registre annuel des armes classiques des Nations Unies*. Il n'existe aucune autre source globale de données relatives au commerce militaire international. D'après le Registre, la part canadienne du marché mondial des armements représentait un peu moins de 1 % en 1994.

Divers éléments du Rapport annuel de 1994 méritent une attention particulière. La valeur des exportations de marchandises militaires s'est chiffrée à 497 millions en 1994. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la Liste des pays désignés (armes automatiques) (LPDAA) ont été les destinataires de la majeure partie — 87 % cette année — des exportations militaires du Canada. La proportion est de 13 % dans le cas des autres pays, ce qui représente une légère augmentation par rapport à 1993 mais reste bien en deça du 25 % enregistré en 1990. Les pays à revenus élevés (selon le PNB par habitant) ont été les destinataires de 88 % des ventes militaires, 1 % seulement allant aux pays à faibles revenus.

Le tableau 2 fait une répartition géographique des exportations de marchandises militaires et donne les chiffres pour 1993 à titre de comparaison. Le tableau 3 précise le type de marchandises militaires exportées à chaque pays, selon la description qui en est faite dans la LMEC. Enfin, le tableau 4 donne la valeur de chaque catégorie LMEC exportée dans le monde. Les pays de l'OTAN et de la LPDAA sont énumérés à l'Annexe 1; les catégories LMEC dont il est question dans le présent rapport sont décrites à l'Annexe 2.

En 1994, les exportations militaires du Canada ont augmenté de 48 % par rapport à 1993. Cette hausse est essentiellement attribuable à trois facteurs. Premièrement, l'amélioration de l'économie mondiale et la position relative du dollar canadien ont rendu les exportations canadiennes plus concurrentielles. Deuxièmement, vu les exportations modestes du Canada par rapport à celles du reste du monde, de grosses transactions ont un effet disproportionné sur les statistiques. En 1994, pour la troisième année consécutive, le Canada a expédié à l'Arabie saoudite des véhicules blindés légers dans le cadre d'un contrat pluriannuel de plus d'un milliard de dollars; ces VBL ont représenté à eux seuls 51 % de ses exportations militaires cette année-là. Parmi les autres pays vers lesquels le Canada a accru ses exportations, on retrouve l'Allemagne, l'Australie, l'Espagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Portugal et Singapour. Le troisième facteur tient à l'augmentation des exportations déclarées par les compagnies. Depuis 1990, lorsqu'a été imposée l'exigence de rapporter les exportations militaires, il y a eu un accroissement des rapports volontaires. En 1994, plus de 95 % des détenteurs de licences ont indiqué s'ils avaient exporté ou non.

NOTES SUR LA MÉTHODOLOGIE

Les statistiques dans ce cinquième rapport annuel ont été préparées par la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici quelques points importants à noter :

- Comme il est dit dans l'avant-propos, les tableaux n'incluent pas les exportations aux États-Unis, qui constituent plus de la moitié des exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires.
- La valeur en dollars indiquée sur une licence ne correspond pas nécessairement à la valeur réelle exportée, mais plutôt au montant maximal autorisé. Pour établir les expéditions effectivement faites en vertu de chaque licence Groupe 2 (matériel de guerre), son détenteur doit faire état de ses expéditions sur une base trimestrielle. Le rapport annuel se fonde sur ces renseignements.
- Par « marchandises militaires », on entend tout produit conçu ou adapté à des fins militaires et contrôlé en vertu du Groupe 2 (matériel de guerre) de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* (LMEC). Des révisions mineures ont été apportées aux descriptions des articles du Groupe 2 afin de les aligner sur la terminologie internationale et de fournir plus de détails au lecteur.
- Les chiffres indiqués sont ceux reçus au moment de la préparation du rapport. Les données reçues par la suite figureront dans les rapports ultérieurs.
- Pour plus de clarté, nous avons éliminé la catégorie « OCDE » du graphique à secteurs de la page 7, la majorité des pays de l'OCDE figurant déjà sous l'OTAN ou la LPDAA. Les six pays membres n'y figurant pas (l'Autriche, la Finlande, l'Irlande, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Suisse), maintenant sous « autres », génèrent 0,8 % des 13,4 % des exportations militaires de 1994 à ce groupe, qui comprend aussi la Corée du Sud, Singapour, Gibraltar, le Mexique, Hong Kong et d'autres pays nouvellement industrialisés.
- Nous avons ajouté à la page 8 un deuxième graphique à secteurs utilisant les catégories établies par le PNUD pour montrer l'importance relative de nos exportations selon le niveau de revenu des pays importateurs - un des principaux indicateurs de développement.

TABLEAU 1

**EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES
OTAN (SAUF É.-U), LPDAA (SAUF L'OTAN)
ET AUTRES PAYS**

STATISTIQUES DE 01/01/94 - 31/12/94

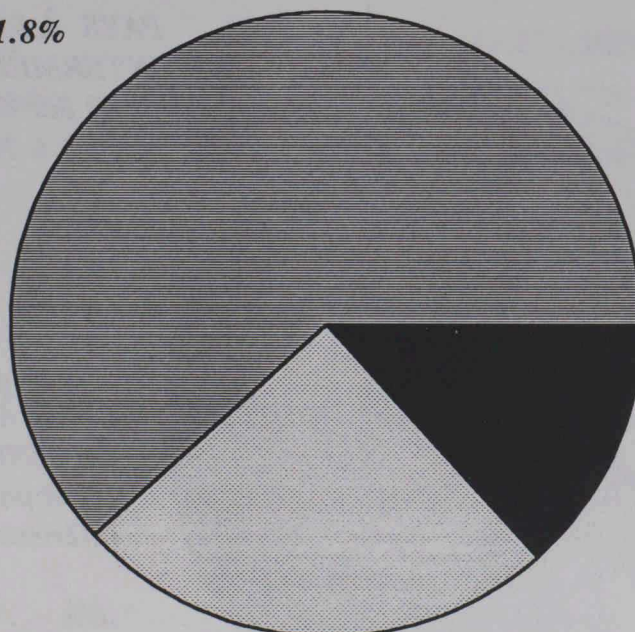
DESTINATION ¹	VALEUR DES EXPORTATIONS (en dollars canadiens)	
	1994	%
OTAN (sauf É.-U)	123,252,492	24.8
LPDAA (sauf l'OTAN)	307,642,161	61.8
Autres pays	66,508,762	13.4
TOTAL	497,403,415	100
PAYS À REVENUS ÉLEVÉS (PNB par habitant de plus de 6 000 \$)	437,981,960	88.1
PAYS À REVENUS INTERMÉDIAIRES (PNB par habitant de 650 \$ à 6 000 \$)	55,385,713	11.1
PAYS À FAIBLES REVENUS (PNB par habitant inférieur à 650 \$)	4,035,742	.8
TOTAL	497,403,415	100

¹ La liste des pays de l'OTAN et de la LPDAA est présentée à l'annexe 1.

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES PAR DESTINATION 1994

*PAYS DÉSIGNÉS-ARMES AUTOMATIQUES
(sauf l'OTAN)*

61.8%



AUTRES pays

13.4%

OTAN (sauf É.-U.)

24.8%

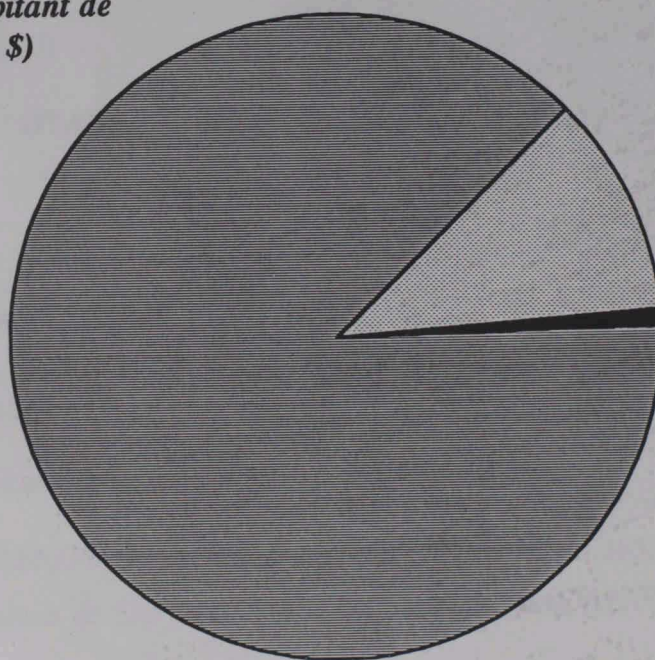
*La liste des pays membres de l'OTAN et de la LPDDA
est présentée à l'annexe 1.*

Source: Tableau 1

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES PAR DESTINATION (SELON LE PNB PAR HABITANT)

PAYS À REVENUS ÉLEVÉS
(PNB par habitant de
plus de 6 000 \$)

88.1%



**PAYS À REVENUS
INTERMÉDIAIRES**
(PNB par habitant de
650 \$ à 6 000 \$)

11.1%

**PAYS À FAIBLES
REVENUS**
(PNB par habitant
inférieur à 650 \$)

.8%

*Statistiques sur le PNB par habitant et catégories tirées du
rapport de 1994 du PNUD sur le développement humain*

TABLEAU 2

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES PAR DESTINATION

STATISTIQUES DE 01/01/93 - 31/12/94

DESTINATION	VALEUR DES EXPORTATIONS (en dollars canadiens)	
	1993	1994
Afrique du Sud	0	46,000
Algérie	0	6,307,259
Allemagne	13,878,807	17,944,717
Arabie saoudite	218,998,798	280,207,393
Argentine	85,216	282,377
Australie	8,462,076	23,353,497
Autriche	184,400	11,208
Bahreïn	0	309,120
Bangladesh	357,992	0
Belgique	665,601	8,632,100
Brésil	2,006,643	1,501,875
Brunei	0	11,200
Cambodge	8,750	0
Chili	0	97,176
Chine, Rép. pop. de	0	9,247
Colombie	0	1,242
Corée, République de	4,266,568	12,848,470
Danemark	2,831,029	2,284,462
Égypte	817,876	1,277,669
Émirats arabes unis	978,288	0
Équateur	1,830,108	46,530
Espagne	15,831,068	20,506,922
Éthiopie	18,544	26,812
Finlande	0	162,630

TABLEAU 2
(suite)

DESTINATION	VALEUR DES EXPORTATIONS (en dollars canadiens)	
	1993	1994
France	9,387,672	5,747,292
Gibraltar	0	39,267
Grèce	6,023,597	1,057,706
Honduras	0	3,250
Hong-Kong	34,819	83,812
Hongrie	1,300	156,700
Inde	28,625	64,460
Indonésie	0	1,227,116
Irlande	0	421,136
Italie	4,932,394	3,216,839
Japon	1,345,490	2,548,848
Kenya	278,153	116,622
Koweït	37,213	58,000
Lettonie	2,625	0
Luxembourg	128,191	869,483
Malaisie	3,766,266	11,869,506
Maroc	5,503	19,369
Mexique	142,250	125,602
Namibie	0	74,382
Norvège	1,027,301	334,934
Nouvelle-Zélande	538,375	50,643
Oman	4,095,660	44,849
Pakistan	56,215	235,000
Paraguay	0	62,454
Pays-Bas	5,882,692	18,809,866
Pérou	2,632,498	326,700

TABLEAU 2
(suite)

DESTINATION	VALEUR DES EXPORTATIONS (en dollars canadiens)	
	1993	1994
Pologne	8,000	0
Portugal	5,712,619	22,046,288
République Tchèque	14,400	0
Royaume-Uni	5,520,493	21,105,982
Singapour	576,765	3,343,619
Slovénie	0	33,504
Suède	4,184,572	4,081,271
Suisse	1,396,603	665,372
Taiwan	0	961,206
Tanzanie	103,525	0
Thaïlande	620,488	20,621,270
Togo	3,983	0
Tunisie	16,111	0
Turquie	5,769,561	695,901
Uruguay	16,740	0
Venezuela	78,283	301,848
Zambie	316,645	114,360
Zimbabwe	0	1,052
TOTAL	335,907,391	497,403,415

TABLEAU 3

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES PAR DESTINATION ET N° D'ARTICLE DE LA LMEC

STATISTIQUES DE 1994

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC *	SOUS TOTAL (en dollars canadiens)	TOTAL
Afrique du Sud	2017	46,000	46,000
Algérie	2010	1,039,489	6,307,259
	2014	5,267,770	
Allemagne	2001	63,486	17,944,717
	2004	7,714,430	
	2006	78,245	
	2007	1,036,269	
	2009	192,758	
	2010	5,854,290	
	2011	2,255,479	
	2014	705,716	
Arabie saoudite	2006	255,707,344	280,207,393
	2009	500,000	
	2011	24,000,049	
Argentine	2010	152,377	282,377
	2011	130,000	
Australie	2001	137,556	23,353,497
	2004	3,419,492	
	2006	8,657,671	
	2007	3,090	
	2009	944,220	
	2010	1,544,761	
	2011	6,051,499	
	2013	241,708	
	2014	63,644	
2017	2,289,856		
Autriche	2013	11,208	11,208

* Voir Annexe 2 pour la description du groupe 2 (matériel de guerre)

TABLEAU 3
(suite)

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL (en dollars canadiens)	TOTAL
Bahreïn	2010	309,120	309,120
Belgique	2001	6,822,016	
	2003	200	
	2008	203,200	
	2009	163,500	
	2010	210,575	
	2011	922,918	
	2013	18,951	
	2014	290,740	8,632,100
Brésil	2009	23,692	
	2010	1,478,183	1,501,875
Brunei	2010	11,200	11,200
Chili	2001	84,331	
	2010	6,400	
	2011	6,445	97,176
Chine, Rép. pop. de	2013	9,247	9,247
Colombie	2010	1,242	1,242
Corée, République de	2005	9,401,630	
	2010	85,868	
	2011	530,202	
	2013	2,780,770	
	2014	50,000	12,848,470
Danemark	2006	7,362	
	2007	293,860	
	2010	123,186	
	2011	1,839,372	
	2013	20,682	2,284,462
Égypte	2010	1,181,799	
	2011	785	
	2013	95,085	1,277,669

TABLEAU 3
(suite)

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL (en dollars canadiens)	TOTAL
Équateur	2010	46,530	46,530
Espagne	2006	4,800	
	2009	447,538	
	2010	17,364,632	
	2011	2,678,657	
	2013	11,295	20,506,922
Éthiopie	2010	26,812	26,812
Finlande	2001	4,844	
	2010	149,410	
	2013	8,376	162,630
France	2001	40,315	
	2009	1,430,412	
	2010	202,325	
	2011	3,149,171	
	2013	284,693	
	2014	640,376	5,747,292
Gibraltar	2009	39,267	39,267
Grèce	2001	1,582	
	2006	60,090	
	2008	11,480	
	2009	380,070	
	2010	226,051	
	2011	366,817	
	2013	11,616	1,057,706
Honduras	2010	3,250	3,250
Hong-Kong	2001	48,002	
	2013	35,810	83,812
Hongrie	2013	156,700	156,700
Inde	2013	64,460	64,460

TABLEAU 3
(suite)

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL (en dollars canadiens)	TOTAL
Indonésie	2010	1,227,116	1,227,116
Irlande	2013	321,100	
	2014	100,036	421,136
Italie	2001	123,509	
	2009	69,000	
	2010	1,504,103	
	2011	966,018	
	2014	554,209	3,216,839
Japon	2010	376,858	
	2011	1,290,990	
	2015	881,000	2,548,848
Kenya	2010	116,622	116,622
Koweït	2006	58,000	58,000
Luxembourg	2001	2,756	
	2010	785,724	
	2011	81,003	869,483
Malaisie	2007	7,876	
	2010	10,054,651	
	2011	1,806,979	11,869,506
Maroc	2014	19,369	19,369
Mexique	2008	125,602	125,602
Namibie	2001	74,382	74,382
Norvège	2002	13,992	
	2006	97,330	
	2009	50,673	
	2010	107,425	
	2011	39,636	
	2013	25,878	334,934

TABLEAU 3
(suite)

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL (en dollars canadiens)	TOTAL
Nouvelle-Zélande	2001	7,358	
	2005	1,657	
	2010	18,338	
	2011	4,273	
	2013	19,017	50,643
Oman	2002	7,600	
	2004	36,234	
	2014	1,015	44,849
Pakistan	2011	235,000	235,000
Paraguay	2013	62,454	62,454
Pays-Bas	2001	425,335	
	2004	155,438	
	2005	2,130,150	
	2008	37,375	
	2010	16,039,043	
	2011	9,790	
	2014	12,735	18,809,866
Pérou	2013	326,700	326,700
Portugal	2003	86,450	
	2009	2,903,986	
	2010	807	
	2011	19,055,045	22,046,288
Royaume-Uni	2001	251,537	
	2004	1,332,725	
	2005	4,189,290	
	2006	1,094,308	
	2007	27,500	
	2009	3,198,549	
	2010	2,127,286	
	2011	4,411,465	
	2013	18,820	

TABLEAU 3
(suite)

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL (en dollars canadiens)	TOTAL
Royaume-Uni (suite)	2014	759,854	
	2016	3,548	
	2018	3,691,100	21,105,982
Singapour	2002	36,295	
	2005	234,899	
	2006	3,529	
	2009	741,112	
	2010	323,834	
	2011	1,097,094	
	2014	906,856	3,343,619
Slovénie	2013	33,504	33,504
Suède	2009	1,138,327	
	2010	1,908,530	
	2011	913,574	
	2014	120,840	4,081,271
Suisse	2001	81,708	
	2006	514,100	
	2010	69,564	665,372
Taiwan	2009	6,529	
	2010	2,104	
	2011	909,633	
	2013	42,940	961,206
Thaïlande	2001	24,964	
	2002	328,982	
	2004	17,390,080	
	2006	427,054	
	2007	57,198	
	2010	1,029,502	
	2011	1,360,875	
	2014	2,615	20,621,270

TABLEAU 3
(suite)

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL (en dollars canadiens)	TOTAL
Turquie	2006	123,876	
	2010	351,885	
	2011	202,380	
	2013	17,760	695,901
Venezuela	2010	288,129	
	2013	13,719	301,848
Zambie	2010	114,360	114,360
Zimbabwe	2001	1,052	1,052
TOTAL			497,403,415

TABLEAU 4

**EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES
PAR N° D'ARTICLE DE LA LMEC**

STATISTIQUES DE 01/01/93 - 31/12/94

N° D'ARTICLE DE LA LMEC	VALEUR DES EXPORTATIONS (en dollars canadiens)	
	1993	1994
2001	569,661	8,194,733
2002	368,980	386,869
2003	3,297,200	86,650
2004	3,959,362	30,048,399
2005	3,714,893	15,957,626
2006	213,487,694	266,833,709
2007	2,153,350	1,425,793
2008	500	377,657
2009	6,510,933	12,229,633
2010	42,963,306	66,463,381
2011	37,496,073	74,315,149
2013	3,127,728	4,676,537
2014	16,673,121	9,495,775
2015	0	881,000
2016	0	3,548
2017	0	2,335,856
2018	1,580,732	3,691,100
2020	0	0
2023	0	0
2024	3,858	0
2026	0	0
TOTAL	335,907,391	497,403,415

ANNEXE 1

LISTE DES PAYS DE L'OTAN ET DE LA LPDAA

Pays de
L'OTAN *

Allemagne
Belgique
Canada
Danemark
Espagne
États-Unis
France
Grèce
Islande
Italie
Luxembourg
Norvège
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Turquie

Pays de
la LPDAA **

Allemagne
Arabie saoudite
Australie
Belgique
Danemark
Espagne
États-Unis
France
Italie
Norvège
Pays-Bas
Royaume-Uni
Suède

* Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

** Liste des pays désignés (armes automatiques)

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU GROUPE 2 (MATÉRIEL DE GUERRE)

N° D'ARTICLE DE LA LMEC	DESCRIPTION
2001	Armes légères et armes automatiques, comme les pistolets, les revolvers et les fusils, y compris certaines armes servant au tir sportif et de compétition et leurs accessoires
2002	Armements de gros calibre comme les systèmes lance-projectiles et composants
2003	Munitions destinées aux armements visés par les articles 2001 et 2002
2004	Bombes, torpilles, roquettes, missiles, produits pyrotechniques militaires, charges de démolition et composants
2005	Matériels de conduite de tir, détecteurs télémètres et matériels d'alerte et d'avertissement connexes spécialement conçus pour l'usage militaire, et pièces et composants
2006	Véhicules militaires comme les transports de troupes blindés et les camions militaires, composants et matériels connexes
2007	Matériels et composants, comme les masques et les vêtements protecteurs, servant à détecter les matières radioactives et les agents biologiques et chimiques et à se protéger contre ceux-ci
2008	Explosifs et combustibles y compris les précurseurs spécialement conçus pour l'usage militaire
2009	Navires militaires et pièces et composants spécialement conçus comme les moteurs, systèmes de navigation et équipements sonar
2010	Avions et hélicoptères militaires, y compris les aéronefs de transport, les moteurs aéronautiques, les parachutes et les pièces et composants connexes
2011	Matériels électroniques pour l'usage militaire comme les matériels de communication et les systèmes radar
2013	Matériels blindés ou de protection comme les vêtements blindés, les casques militaires, les vêtements anti-bombes et composants associés

ANNEXE 2
(suite)

**N° D'ARTICLE
DE LA LMEC**

DESCRIPTION

-
- | | |
|------|---|
| 2014 | Matériels spécialisés pour l'entraînement militaire ou la simulation de scénarios militaires, comme les entraîneurs informatisés et les simulateurs de vol et de conduite, et les composants et accessoires |
| 2015 | Matériels d'imagerie ou de contremesure, y compris le matériel photographique, les matériels d'imagerie thermique, et des composants spécialement conçus |
| 2016 | Pièces de forge, pièces de fonderie et demi-produits spécialement conçus pour les produits visés par les articles 2001, 2002, 2003, 2004, 2006, et 2010 |
| 2017 | Autres équipements, bases de données techniques, appareils de plongée, matériels de construction et matériels de génie spécialement conçus pour l'usage militaire, appareils robotisés et composants |
| 2018 | Matériels et technologie pour la production de biens du Groupe 2 de la LMEC |
| 2020 | Matériels cryogéniques et supraconducteurs et leurs composants et accessoires spécialement conçus |
| 2023 | Systèmes d'armes à énergie dirigée, matériels de contremesure, modèles d'essai et composants spécialement conçus |
| 2024 | Logiciels spécialement conçus pour des applications militaires comme les systèmes de commandement, contrôle, communication et collecte du renseignement et matériel spécial d'essai |
| 2026 | Systèmes d'armes à énergie cinétique, et matériels connexes et composants spécialement conçus |

DOCS
CAJ
EA255
855
1994
Copy

EXPORT OF MILITARY GOODS FROM CANADA

ANNUAL REPORT 1994



*Department of Foreign Affairs
and International Trade*

*Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international*

**EXPORT OF
MILITARY GOODS
FROM CANADA**

**ANNUAL REPORT
1994**



June 1995
Export Controls Division
Export and Import Controls Bureau
Department of Foreign Affairs and International Trade



TABLE OF CONTENTS

Foreword	1
Notes on Methodology	5
TABLE 1 : Breakdown of exports in 1994: NATO, AFCCL, Others, and by income level	6
TABLE 2 : Exports of military goods by destination	9
TABLE 3 : Exports of military goods from Canada by destination and by Export Control List (ECL) Item Number	12
TABLE 4 : Exports of military goods by ECL Item Number	19
ANNEX 1 : List of NATO and AFCCL countries	20
ANNEX 2 : Description of Export Control List Group 2 (Munitions)	21

FOREWORD

Arms Control and Security Policy Framework

The promotion of international peace and security constitutes a key Canadian foreign policy objective. Indeed, it constitutes one of the three pillars of the Government's comprehensive foreign policy statement of February 7, 1995, *Canada in the World*, namely "the protection of our security, within a stable global environment". To that end, Canada is a major proponent of arms control and disarmament agreements as well as measures to promote transparency and build confidence at the regional and global level.

Canada's policies recognize the right, enshrined in the United Nations Charter, of all nations to provide for their legitimate self-defence. At the same time, however, Canada believes that excessive accumulations of arms can have a de-stabilizing effect on both the immediate regional security situation and global order.

Canada is working actively to promote greater transparency in the trade of conventional weapons. An Annual Report on the Export of Military Goods from Canada has been issued by the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) for each of the past four years, beginning with the year 1990. We were a proponent of the creation of the *United Nations' Register of Conventional Arms*, and a founding contributor. We have consistently advocated its expansion to include other weapons categories.

Canada proposed the creation of the *United Nations' Register of Conventional Arms* and we have contributed data to the Register since its inception in 1991. In 1993, 88 countries made submissions to the Register which records information on imports and exports under seven major categories of conventional weapons systems. Canada is one of a small minority of countries which submit data on military holdings and procurement through national production. This data is beyond the minimum requested by the Register. Canada actively encourages other countries to join us in submitting such data in order to strengthen the Register as a mechanism for promoting transparency and confidence-building as well as restraint.

In addition to our efforts to improve the Register at the United Nations, Canada has taken a leading role in encouraging the development of regional variants of the Register to meet the specific concerns and conditions of Latin America and the Caribbean, Africa, and Asia-Pacific. We are also active in proposing broader mechanisms to address regional security concerns in such forums as the Organization of American States and the Association of Southeast Asian Nations' Regional Forum in order to deal with the root causes of insecurity which often manifest themselves in arms build-ups.

The challenge of dealing with conventional weapons also includes the problem of land-mines. Canada neither makes, nor exports, land-mines. We are working to strengthen the *Convention on Certain Conventional Weapons (CCW)* - the only international

agreement which seeks, among other objectives, to regulate the use of land-mines world-wide. At the upcoming Conference to Review the CCW, Canada will take the lead in developing proposals for a verification regime intended to ensure compliance with the terms of the CCW regarding the proper use of land-mines. We will also be supporting proposals to control international transfers of land-mines and to extend the scope of the CCW to cover internal conflicts.

Another component of Canadian arms control and disarmament activities is the linkage between military spending and official development assistance. We have been pursuing this issue with the Nordic countries and Japan so far. On the subject of "arms and development", the foreign policy statement asserts:

"The Government is concerned over the continued imbalance in much of the developing world between spending on armaments and spending on human development, and will continue to use all means at our disposal to promote the call in the UN Charter's Article 26 for 'the least diversion for armaments of the world's human and economic resources,' especially in developing countries where scarce resources are so urgently needed to relieve suffering and to promote employment and growth. In particular, Canada will seek concerted action with others to influence governments which spend large sums on arms rather than on education and housing for their people."

Canada in the World also refers to the importance which Canada attaches to controlling the export of military goods. On the subject of strengthening controls over conventional weapons, the statement reads in part:

"Canadian leadership in this area is demonstrated by our controls on the export of military goods, which are among the most restrictive of Western countries. These controls deny export permits when, among other reasons, the goods are destined to a country where they may be used to abuse human rights or where there are actual or imminent hostilities."

Export Control Policy and Implementation

The control over exports of our own military goods and technology is an important complement to Canada's broader arms control and disarmament efforts. The definition of military goods (see page 5) is derived from the International Munitions List which is maintained and updated by a group of nations, including Canada, which seek to control the proliferation of conventional weapons. This list has been incorporated in the Canadian *Export Control List* (ECL) as Group 2 (Munitions).

Under current export control policy guidelines, Canada closely controls the export of military goods and technology to countries:

- a) which pose a threat to Canada and its allies;
- b) involved in or under imminent threat of hostilities;
- c) under United Nations Security Council sanctions; and
- d) whose governments have a persistent record of serious violations of the human rights of their citizens, unless it can be demonstrated that there is no reasonable risk that the goods might be used against the civilian population.

With the exception of exports to the United States, permits are required for the export of military goods and technology to all other destinations. The approval of the Minister of Foreign Affairs is required for the export of all offensive military goods and technology unless they are destined to a NATO (North Atlantic Treaty Organization) ally or to a small group of specified like-minded countries. In the case of non-offensive military goods and technology, the Minister is also consulted if any of the above-mentioned conditions apply. Before the Minister's approval is sought, extensive consultations are held within DFAIT and with the Department of National Defence and Industry Canada.

Military Export Statistics

Statistics on military exports are obtained from reports filed by exporters of actual shipments made against permits issued under the *Export and Import Permits Act* (EIPA). These reports include the country of destination and description of the goods. Since the integration of the North American munitions industry in World War II, it has been long-standing policy, as noted above, that permits are not required for the export of Group 2 items to the United States. Therefore statistics on military exports to that country are not readily available and are not included in this report. Information provided by permit applicants, including product description and value, as well as the identification of the exporter and consignee are provided to DFAIT in confidence and is protected to ensure compliance with reporting procedures.

Statistics on Canadian military exports available from other sources such as Statistics Canada may include goods going to military end-users, as opposed to "military goods" as defined in the ECL, Group 2. These may, for example, include such products as food rations, commercial computers or other civilian equipment sold to the military. Statistics Canada uses such methodology in compiling figures on military exports. Since there is no direct correlation between the commodity codes used by Statistics Canada and the ECL item numbers, and given that each source uses different methods of compilation, no comparison can be drawn between the data from these two sources.

In terms of world wide military exports, the internationally recognized standard is contained in the annual *UN Register of Conventional Arms*. There is no other comprehensive data source for international military trade. According to the UN Register, Canada accounted for just under one per cent of the world arms market in 1994.

The 1994 Annual Report includes the following noteworthy elements. Exports of military goods amounted to \$497 million in 1994. As in previous years, NATO and the AFCCL countries accounted for the major share - this year, 87% - of Canada's military exports. The other countries comprise 13%, representing a modest increase over 1993 but still considerably less than the 25% registered in 1990. High income countries (based on per capita share of GNP) account for 88% of military sales, with only 1% going to low income countries.

Table 2 illustrates the export of military goods by destination with comparative figures for 1993. Table 3 shows the kinds of military goods exported to each country as described under the ECL. Finally, Table 4 displays the value of each ECL category exported globally. NATO and AFCCL countries are listed in Annex 1. Descriptions of the ECL categories referred to in this report are provided in Annex 2.

Canadian military exports in 1994 increased by 48% over 1993. The increase can be attributed largely to three factors. First, the improvement in the global economy and relative position of the Canadian dollar have enhanced the competitive position of Canadian exports. Second, because of Canada's modest exports by world standards, single large transactions have a disproportionate effect on statistics. The year 1994 marked the third consecutive year that shipments of light armoured vehicles (LAV's) to Saudi Arabia took place under a multi-year \$1 billion plus contract. The LAV's alone comprised 51% of all Canadian military exports in 1994. Other countries with a surge in exports which accounted in part for the increase included: Australia, Germany, the Netherlands, Portugal, Singapore, Spain, and the United Kingdom. The third factor was the improved level of reporting of actual shipments by companies. Since 1990 when this reporting requirement for military exports was first imposed, voluntary reporting has risen. For 1994, over 95% of permit holders reported whether or not exports occurred.

NOTES ON METHODOLOGY

The statistics in this Fifth Annual Report were prepared by the Export and Import Controls Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade. The following should be noted regarding the statistical tables:

- As explained in the Foreword, the tables do not include exports to the United States which account for over one half of Canada's exports of military goods and technology.
- The dollar values shown on export permits are the authorized limits of potential exports and do not necessarily reflect actual export values. Therefore, in order to verify what shipments are actually made against each Group 2 (Munitions) permit, all permit holders are required to submit this information on a quarterly basis. The Annual Report is based on that information.
- "Military goods" are defined as goods specifically designed or adapted for military use and controlled under Group 2 (Munitions) of the *Export Control List* (ECL). Descriptions of ECL Group 2 items have been slightly revised to provide greater detail for the reader using internationally accepted terminology.
- Figures reflect information received as of the date of this report. Late entries will be reflected in future annual reports.
- For the sake of clarity, the "OECD" category has been dropped from the "pie chart" on page 7 because most OECD countries are already included under NATO or the AFCCL. The six OECD countries which are not (Austria, Finland, Ireland, Japan, New Zealand and Switzerland) are now included under "Others". Of the 13.4% share of overall military exports in 1994 destined to the "Others" group, these six countries account for 0.8%. "Other" destinations also include South Korea, Singapore, Gibraltar, Mexico, Hong Kong and other newly industrializing countries.
- A second pie chart using UNDP categories has been added this year on page 8 to illustrate the relative importance of our exports by income level of recipient countries - a major indicator of development.

TABLE 1

**EXPORTS OF MILITARY GOODS
NATO (EXCEPT USA), AFCCL (EXCEPT NATO),
OTHERS, AND BY INCOME LEVEL**

EXPORT PERIOD: 01/01/94 - 31/12/94

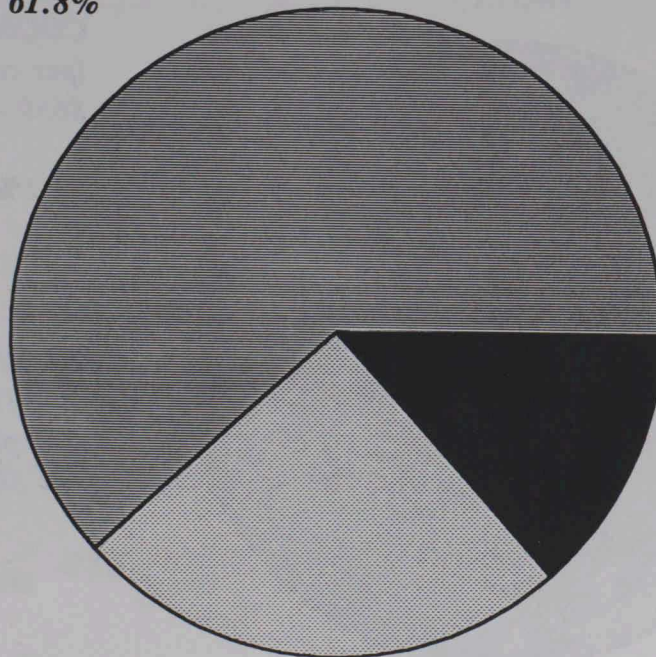
DESTINATION ¹	VALUE EXPORTED (Canadian dollars)	
	1994	%
NATO (except USA)	123,252,492	24.8
AFCCL (except NATO)	307,642,161	61.8
Others	66,508,762	13.4
TOTAL	497,403,415	100
HIGH INCOME COUNTRIES (per capita GNP over \$6,000)	437,981,960	88.1
MIDDLE INCOME COUNTRIES (per capita GNP \$650-\$6,000)	55,385,713	11.1
LOW INCOME COUNTRIES (per capita GNP below \$650)	4,035,742	.8
TOTAL	497,403,415	100

¹ A list of NATO and AFCCL countries is presented in Annex 1.

**EXPORTS OF MILITARY GOODS
BY DESTINATION
1994**

**AUTOMATIC FIREARMS
COUNTRY CONTROL LIST
(except NATO & USA)**

61.8%



OTHERS

13.4%

**NATO
(except USA)**

24.8%

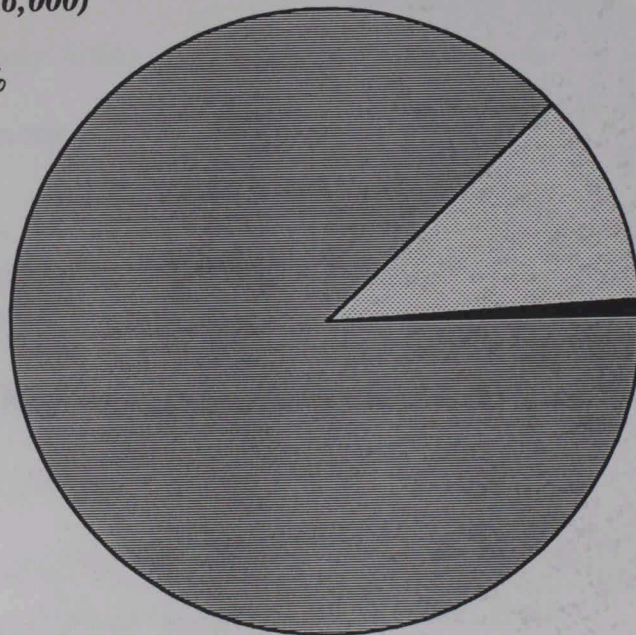
*Lists of NATO and AFCCL countries are
presented in Annex 1.*

Source: Table 1

EXPORTS OF MILITARY GOODS BY PER CAPITA GNP OF RECIPIENT COUNTRIES

HIGH INCOME COUNTRIES
(per capita GNP
over \$6,000)

88.1%



**MIDDLE INCOME
COUNTRIES**
(per capita GNP
\$650 - \$6,000)

11.1%

**LOW INCOME
COUNTRIES**
(per capita GNP
below \$650)

.8%

*Per capita GNP statistics and categories
from UNDP Human Development
Report 1994*

TABLE 2

**EXPORTS OF MILITARY GOODS
BY DESTINATION**

EXPORT PERIOD: 01/01/93 - 31/12/94

DESTINATION	VALUE EXPORTED (Canadian Dollars)	
	1993	1994
Algeria	0	6,307,259
Argentina	85,216	282,377
Australia	8,462,076	23,353,497
Austria	184,400	11,208
Bahrain	0	309,120
Bangladesh	357,992	0
Belgium	665,601	8,632,100
Brazil	2,006,643	1,501,875
Brunei	0	11,200
Cambodia	8,750	0
Chile	0	97,176
China, People's Rep.	0	9,247
Colombia	0	1,242
Czech Republic	14,400	0
Denmark	2,831,029	2,284,462
Ecuador	1,830,108	46,530
Egypt	817,876	1,277,669
Ethiopia	18,544	26,812
Finland	0	162,630
France	9,387,672	5,747,292
Germany	13,878,807	17,944,717
Gibraltar	0	39,267
Greece	6,023,597	1,057,706
Honduras	0	3,250

TABLE 2
(continued)

DESTINATION	VALUE EXPORTED (Canadian Dollars)	
	1993	1994
Hong Kong	34,819	83,812
Hungary	1,300	156,700
India	28,625	64,460
Indonesia	0	1,227,116
Ireland	0	421,136
Italy	4,932,394	3,216,839
Japan	1,345,490	2,548,848
Kenya	278,153	116,622
Korea, Republic of	4,266,568	12,848,470
Kuwait	37,213	58,000
Latvia	2,625	0
Luxembourg	128,191	869,483
Malaysia	3,766,266	11,869,506
Mexico	142,250	125,602
Morocco	5,503	19,369
Namibia	0	74,382
Netherlands	5,882,692	18,809,866
New Zealand	538,375	50,643
Norway	1,027,301	334,934
Oman	4,095,660	44,849
Pakistan	56,215	235,000
Paraguay	0	62,454
Peru	2,632,498	326,700
Poland	8,000	0
Portugal	5,712,619	22,046,288
Saudi Arabia	218,998,798	280,207,393

TABLE 2
(continued)

DESTINATION	VALUE EXPORTED (Canadian Dollars)	
	1993	1994
Singapore	576,765	3,343,619
Slovenia	0	33,504
South Africa	0	46,000
Spain	15,831,068	20,506,922
Sweden	4,184,572	4,081,271
Switzerland	1,396,603	665,372
Taiwan	0	961,206
Tanzania	103,525	0
Thailand	620,488	20,621,270
Togo	3,983	0
Tunisia	16,111	0
Turkey	5,769,561	695,901
United Arab Emirates	978,288	0
United Kingdom	5,520,493	21,105,982
Uruguay	16,740	0
Venezuela	78,283	301,848
Zambia	316,645	114,360
Zimbabwe	0	1,052
TOTAL	335,907,391	497,403,415

TABLE 3

**EXPORTS OF MILITARY GOODS FROM CANADA
BY DESTINATION AND ECL ITEM No.**

EXPORT PERIOD: 01/01/94 - 31/12/94

DESTINATION	ECL ITEM No. *	SUB TOTAL (Canadian dollars)	TOTAL
Algeria	2010	1,039,489	6,307,259
	2014	5,267,770	
Argentina	2010	152,377	282,377
	2011	130,000	
Australia	2001	137,556	23,353,497
	2004	3,419,492	
	2006	8,657,671	
	2007	3,090	
	2009	944,220	
	2010	1,544,761	
	2011	6,051,499	
	2017	2,289,856	
Austria	2013	11,208	11,208
Bahrain	2010	309,120	309,120
Belgium	2001	6,822,016	8,632,100
	2003	200	
	2008	203,200	
	2009	163,500	
	2010	210,575	
	2011	922,918	
	2013	18,951	
	2014	290,740	
Brazil	2009	23,692	1,501,875
	2010	1,478,183	
Brunei	2010	11,200	11,200

* See Annex 2 for a description of Group 2 (Munitions)

TABLE 3
(continued)

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL (Canadian dollars)	TOTAL
Chile	2001	84,331	
	2010	6,400	
	2011	6,445	97,176
China, People's Rep.	2013	9,247	9,247
Colombia	2010	1,242	1,242
Denmark	2006	7,362	
	2007	293,860	
	2010	123,186	
	2011	1,839,372	
	2013	20,682	2,284,462
Ecuador	2010	46,530	46,530
Egypt	2010	1,181,799	
	2011	785	
	2013	95,085	1,277,669
Ethiopia	2010	26,812	26,812
Finland	2001	4,844	
	2010	149,410	
	2013	8,376	162,630
France	2001	40,315	
	2009	1,430,412	
	2010	202,325	
	2011	3,149,171	
	2013	284,693	
	2014	640,376	5,747,292
Germany	2001	63,486	
	2004	7,714,430	
	2006	78,245	
	2007	1,036,269	
	2009	192,758	
	2010	5,854,290	

TABLE 3
(continued)

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL (Canadian dollars)	TOTAL
Germany (cont'd)	2011	2,255,479	
	2013	44,044	
	2014	705,716	17,944,717
Gibraltar	2009	39,267	39,267
Greece	2001	1,582	
	2006	60,090	
	2008	11,480	
	2009	380,070	
	2010	226,051	
	2011	366,817	
	2013	11,616	1,057,706
Honduras	2010	3,250	3,250
Hong Kong	2001	48,002	
	2013	35,810	83,812
Hungary	2013	156,700	156,700
India	2013	64,460	64,460
Indonesia	2010	1,227,116	1,227,116
Ireland	2013	321,100	
	2014	100,036	421,136
Italy	2001	123,509	
	2009	69,000	
	2010	1,504,103	
	2011	966,018	
	2014	554,209	3,216,839
Japan	2010	376,858	
	2011	1,290,990	
	2015	881,000	2,548,848
Kenya	2010	116,622	116,622

TABLE 3
(continued)

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL (Canadian dollars)	TOTAL
Korea, Republic of	2005	9,401,630	
	2010	85,868	
	2011	530,202	
	2013	2,780,770	
	2014	50,000	12,848,470
Kuwait	2006	58,000	58,000
Luxembourg	2001	2,756	
	2010	785,724	
	2011	81,003	869,483
Malaysia	2007	7,876	
	2010	10,054,651	
	2011	1,806,979	11,869,506
Mexico	2008	125,602	125,602
Morocco	2014	19,369	19,369
Namibia	2001	74,382	74,382
Netherlands	2001	425,335	
	2004	155,438	
	2005	2,130,150	
	2008	37,375	
	2010	16,039,043	
	2011	9,790	
	2014	12,735	18,809,866
New Zealand	2001	7,358	
	2005	1,657	
	2010	18,338	
	2011	4,273	
	2013	19,017	50,643
Norway	2002	13,992	
	2006	97,330	
	2009	50,673	

TABLE 3
(continued)

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL (Canadian dollars)	TOTAL
Norway (cont'd)	2010	107,425	
	2011	39,636	
	2013	25,878	334,934
Oman	2002	7,600	
	2004	36,234	
	2014	1,015	44,849
Pakistan	2011	235,000	235,000
Paraguay	2013	62,454	62,454
Peru	2013	326,700	326,700
Portugal	2003	86,450	
	2009	2,903,986	
	2010	807	
	2011	19,055,045	22,046,288
Saudi Arabia	2006	255,707,344	
	2009	500,000	
	2011	24,000,049	280,207,393
Singapore	2002	36,295	
	2005	234,899	
	2006	3,529	
	2009	741,112	
	2010	323,834	
	2011	1,097,094	
	2014	906,856	3,343,619
Slovenia	2013	33,504	33,504
South Africa	2017	46,000	46,000
Spain	2006	4,800	
	2009	447,538	
	2010	17,364,632	
	2011	2,678,657	

TABLE 3
(continued)

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL (Canadian dollars)	TOTAL
Spain (cont'd)	2013	11,295	20,506,922
Sweden	2009	1,138,327	
	2010	1,908,530	
	2011	913,574	
	2014	120,840	4,081,271
Switzerland	2001	81,708	
	2006	514,100	
	2010	69,564	665,372
Taiwan	2009	6,529	
	2010	2,104	
	2011	909,633	
	2013	42,940	961,206
Thailand	2001	24,964	
	2002	328,982	
	2004	17,390,080	
	2006	427,054	
	2007	57,198	
	2010	1,029,502	
	2011	1,360,875	
	2014	2,615	20,621,270
Turkey	2006	123,876	
	2010	351,885	
	2011	202,380	
	2013	17,760	695,901
United Kingdom	2001	251,537	
	2004	1,332,725	
	2005	4,189,290	
	2006	1,094,308	
	2007	27,500	
	2009	3,198,549	
	2010	2,127,286	
	2011	4,411,465	
	2013	18,820	

TABLE 3
(continued)

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL (Canadian dollars)	TOTAL
United Kingdom (cont'd)	2014	759,854	
	2016	3,548	
	2018	3,691,100	21,105,982
Venezuela	2010	288,129	
	2013	13,719	301,848
Zambia	2010	114,360	114,360
Zimbabwe	2001	1,052	1,052
TOTAL			497,403,415

TABLE 4**EXPORTS OF MILITARY GOODS
BY ECL ITEM NUMBER****EXPORT PERIOD: 01/01/93 - 31/12/94**

ECL ITEM No.	VALUE EXPORTED (Canadian Dollars)	
	1993	1994
2001	569,661	8,194,733
2002	368,980	386,869
2003	3,297,200	86,650
2004	3,959,362	30,048,399
2005	3,714,893	15,957,626
2006	213,487,694	266,833,709
2007	2,153,350	1,425,793
2008	500	377,657
2009	6,510,933	12,229,633
2010	42,963,306	66,463,381
2011	37,496,073	74,315,149
2013	3,127,728	4,676,537
2014	16,673,121	9,495,775
2015	0	881,000
2016	0	3,548
2017	0	2,335,856
2018	1,580,732	3,691,100
2020	0	0
2023	0	0
2024	3,858	0
2026	0	0
TOTAL	335,907,391	497,403,415

ANNEX 1

LIST OF NATO AND AFCCL COUNTRIES

NATO * COUNTRIES

Belgium
Canada
Denmark
France
Germany
Greece
Iceland
Italy
Luxembourg
Netherlands
Norway
Portugal
Spain
Turkey
United Kingdom
United States

AFCCL ** COUNTRIES

Australia
Belgium
Denmark
France
Germany
Italy
Netherlands
Norway
Saudi Arabia
Spain
Sweden
United Kingdom
United States

-
- * North Atlantic Treaty Organization
** Automatic Firearms Country Control List

ANNEX 2

DESCRIPTION OF ECL GROUP 2 (MUNITIONS)

ECL ITEM	DESCRIPTION
No.	
2001	Small arms and automatic weapons such as pistols, revolvers and rifles, including certain firearms for sporting and competition purposes and accessories.
2002	Large calibre armaments such as projectile launcher systems and components.
2003	Ammunition for armaments covered by Items 2001 and 2002.
2004	Bombs, torpedoes, rockets, missiles, military pyrotechnics, demolition charges and components.
2005	Fire control radars, range finding sensors, ballistic computers and related alerting and warning equipment specially designed for military use, and parts and components.
2006	Military vehicles such as armoured personnel carriers and military transport trucks, related equipment and components.
2007	Equipment and components, such as masks and protective clothing, for detection and defence against radioactive materials and biological and chemical agents.
2008	Explosives and fuels including precursors specially designed for military purposes.
2009	Military vessels and specially designed parts and components such as engines, navigation systems and sonar equipment.
2010	Military aircraft and helicopters, including transport aircraft, aero-engines, parachutes and related parts and components.
2011	Electronic equipment for military use such as communications equipment and radar systems.

ANNEX 2
(continued)

ECL ITEM No.	DESCRIPTION
2013	Armoured or protective equipment such as body armour, military helmets and bomb disposal suits and associated components.
2014	Specialized equipment for military training or for simulating military scenarios, such as computerized trainers, aircraft and vehicle simulators, components and accessories.
2015	Imaging or imaging countermeasure equipment, including photographic, thermal imaging equipment and specially designed components.
2016	Forgings, castings and semi-finished products specially designed for the products covered by Items 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 and 2010.
2017	Miscellaneous equipment, technical databases, diving apparatus, construction and field engineering equipment specially designed for military use, robotic equipment and components.
2018	Equipment and technology for the production of ECL Group 2 products.
2020	Cryogenic and superconductive equipment and specially designed components and accessories.
2023	Directed energy weapons systems, countermeasure equipment, test models and specially designed components.
2024	Software specially designed for military applications such as in command, control, communications and intelligence systems and special test equipment.
2026	Kinetic energy weapon systems, related equipment, and specially designed components.